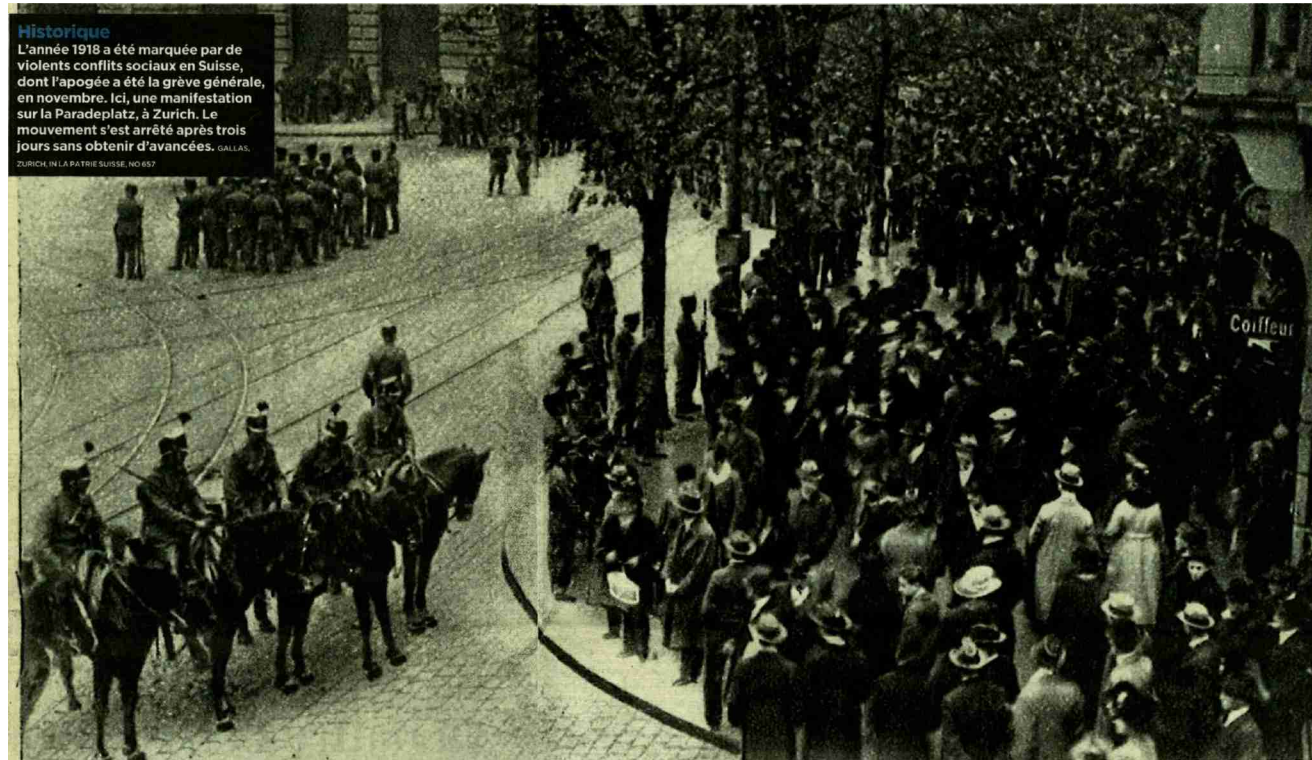




# Mouvements sociaux «La grève, ce n'est pas démodé»

La Suisse commémore les 100 ans de la grève générale. Les débrayages restent d'actualité, assure le syndicat Unia. Décodage avec un militant



### Historique

L'année 1918 a été marquée par de violents conflits sociaux en Suisse, dont l'apogée a été la grève générale, en novembre. Ici, une manifestation sur le Paradeplatz, à Zurich. Le mouvement s'est arrêté après trois jours sans obtenir d'avancées. GALLAS, ZÜRICH IN LA PATRIE SUISSE, NO 657

## L'essentiel

● **Analyse** Depuis le milieu des années 90, les grèves sont en recrudescence en Suisse et touchent des secteurs qui n'avaient jusqu'alors pas l'habitude de débrayer.

● **À Genève** Une certaine inclination pour cet instrument de lutte s'explique par une forte présence historique des mouvements ouvriers.

● **Temps forts** De Reconvilier à Genève, plusieurs grèves ont marqué la Suisse ces dernières



années.

### Caroline Zuercher

**E**n 2018, la Suisse célèbre les 100 ans de la première et seule grève générale qu'elle ait connue au niveau national. Les commémorations ont débuté il y a quelques jours, avec un colloque à Berne. Une histoire ancienne? Le syndicat Unia assure le contraire. Il revient dans un ouvrage\* sur les grèves qui ont marqué le début du XX<sup>e</sup> siècle. Andreas Rieger, ancien coprésident d'Unia qui a supervisé cette parution, explique ce que signifient aujourd'hui ces mouvements sociaux pour les syndicats.



**Andreas Rieger**  
Ancien coprésident  
d'Unia

### Que représente pour vous la grève générale de 1918?

C'est le mouvement syndical le plus fort de l'histoire helvétique. Beaucoup des revendications sociales et politiques émises à cette époque ont été reconnues par la suite. Les ouvriers se sont battus pour une journée de huit heures, qu'ils ont obtenue deux ans plus tard. Ils demandaient aussi l'AVS, qui existe depuis 1948. Sans oublier le droit de vote des femmes, un combat qui a été plus difficile.

### Aujourd'hui, la grève, ce n'est pas dépassé?

Depuis le milieu des années 1990, ces mouvements sont au contraire en recrudescence. Depuis la crise économique, les patrons se prêtent rarement à des progrès sociaux. Et les grèves ont repris, que ce soit pour éviter des licenciements ou pour obtenir de meilleures conditions de travail.

### Débrayer, ce n'est pas dans l'ADN helvétique!

Jusqu'au milieu du siècle passé, les travailleurs suisses débrayaient aussi souvent que leurs collègues européens. Ce n'est qu'à partir de 1955 que les grèves ont quasi disparu dans notre pays et qu'a commencé l'exception de la paix sociale. Cel-

le-ci a été temporairement troublée dans les années 1970, quand la crise a provoqué des licenciements collectifs. Le calme est revenu avec la haute conjoncture des années 1980. En Suisse, nous avons même une pénurie de forces de travail qui renforçait la position des syndicats. La plupart des questions se réglaient à la table des négociations.

### Pourquoi n'y a-t-il plus eu de grève générale depuis un siècle?

La Suisse, comme l'Allemagne ou la Suède, n'a plus cette tradition. Cela peut s'expliquer par le poids des négociations collectives dans les branches. Et par notre démocratie semi-directe, avec la possibilité de lancer un référendum ou une initiative populaire pour exprimer des revendications politiques, comme c'est en général le cas lors de grèves générales.

### Les questions légales n'expliquent-elles pas aussi la retenue des Suisses à faire grève?

Des gens pensent que la grève n'est pas permise en Suisse, ce qui n'est pas vrai. Des CCT ont des clauses de paix du travail, qui interdisent aux employés de débrayer tant qu'elles sont en vigueur. Mais cette règle existe aussi à l'étranger, et n'empêche pas tous les mouvements. Je dirais plutôt qu'il y avait une forme de tabou en Suisse.

Cela est peut-être lié au fait que, jusqu'en l'an 2000, le droit de grève n'était pas reconnu dans la Constitution. Il était garanti par des accords internationaux que nous avons signés, mais l'inscription dans la loi fondamentale a aidé à lever le tabou.

### Vous dites que ces mouvements sont plus nombreux depuis quelques années.

#### Avez-vous des chiffres?

Nous constatons qu'entre 1944 et 1948 il y avait en moyenne 33 grèves par année, contre deux entre 1981 et 1990. Depuis l'an 2000, l'Office fédéral de la statistique recense trois à dix grèves par an (*ndlr: les grèves recensées durent au moins une journée de travail*). Celles-ci ont impliqué plus de 6000 travailleurs par année - le même chiffre qu'entre 1944 et 1948. En comparaison européenne, il y a peu de grèves en

Suisse. Entre 2006 et 2015, 1,8 travailleur sur 1000 a débrayé chaque année en Suisse, contre 123 en France. Mais à la différence d'autres pays, ce nombre a plutôt augmenté.

### Les actions enregistrées ces dernières années sont-elles différentes de celles du passé?

La nouveauté, c'est que des employés du secteur tertiaire, des services, font grève. Jusqu'alors, il s'agissait d'ouvriers du second œuvre, de l'industrie ou du bâtiment. Depuis les années 1990, on a vu des mouvements dans des hôtels, une assurance ou des centres de distribution... À côté des ouvriers, des chercheurs qualifiés ont débrayé chez Merck Serono (en 2012 à Genève) ou chez Novartis (en 2011 à Nyon). Cela dit, les événements qui impliquent le plus de personnes sont ceux dans le bâtiment et les services publics. Dans ces grèves modernes, la communication joue un grand rôle. Les grévistes développent leurs symboles et logos, se montrent plus créatifs... Chez Merck Serono, par exemple, il y a eu une flashmob sur une chanson de Michael Jackson. Tout cela est lié au fait qu'il faut communiquer avec l'extérieur et se faire connaître pour obtenir le soutien de la société.

### Les Suisses gardent en tête la grève de la Boillat, qui s'est soldée par un échec...

Nous estimons que, parmi les grèves suivies par notre syndicat entre 2000 et 2016, environ 10% n'ont pas du tout atteint l'objectif souhaité. Dans quelque 40% des cas, le but a été largement atteint, et partiellement pour les 50% restants. Comme ces mouvements sont assez rares dans notre pays, ils ont un retentissement particulier dans la société et les médias. Ils font impression et mobilisent souvent les autorités pour chercher une médiation.





# Une tradition bien genevoise

**Au bout du lac, on a une certaine propension à la grève. Celle-ci s'explique par une forte présence historique des mouvements ouvriers à Genève**

**Antoine Grosjean**

ABB et le personnel des EMS récemment, la fonction publique lundi prochain: à Genève, l'automne est marqué par une série de grèves dans différents secteurs. C'est d'ailleurs dans l'air du temps. Ces dernières années, des mouvements de grève ont régulièrement défrayé la chronique locale, que ce soit dans les Transports publics genevois (TPG), à l'aéroport, aux Hôpitaux universitaires de Genève (HUG) ou même chez les cols blancs de Merck Serono.

Il faut dire qu'au bout du lac, on a une certaine propension à débrayer. Est-elle plus forte que dans le reste du pays? Difficile à affirmer d'un point de vue statistique, mais ce qui est sûr, c'est qu'il s'agit d'une tradition bien enracinée dans le terreau social genevois. «Historiquement, il existait à Genève une gauche plus combative qu'ailleurs, notamment dans l'entre-deux-guerres avec le leader socialiste Léon Nicole», raconte Jean Batou, professeur d'université spécialisé dans l'histoire des mouvements sociaux et député d'Ensemble à Gauche. «Il y a ici un mouvement syndical très actif et une tradition de l'action directe assez ancienne.» Avant la Première Guerre mondiale, la Cité de Calvin avait déjà été un foyer de révolutionnaires russes comme Lénine ou Gueorgui Plekhanov.

Selon le *Dictionnaire historique de la Suisse*, Genève fut dans les années 1860-

1870 l'épicentre de la première grande vague de grèves du pays, qui frappa en particulier le secteur du bâtiment. «À la fin du XIXe siècle et au début du XXe, les ouvriers s'organisent par métiers», explique Charles Heimberg, professeur en sciences de l'éducation à l'Université de Genève et auteur de plusieurs ouvrages sur l'histoire du mouvement ouvrier genevois. «Souvent, quand des accords salariaux étaient renouvelés dans la construction, selon des échéances régulières, il y avait des chances que des grèves éclatent. C'était l'époque qui suivait la démolition des fortifications, la ville s'étendait et on construisait beaucoup.»



**Charles Heimberg**  
Professeur  
à l'Université  
de Genève

Genève a également été le théâtre de la première grève générale de Suisse, en octobre 1902, suivie pendant trois jours par près de 15 000 ouvriers genevois représentant de nombreux corps de métiers. Le mouvement naît en solidarité avec le personnel de la Compagnie genevoise des tramways électriques (CGTE), après qu'un conflit salarial entre les tramelots et leur employeur a débouché sur des licenciements. L'État mobilise 2500 soldats pour sécuriser la ville, des échauffourées éclatent, faisant des dizaines de blessés. Au final, les deux tiers des tramelots grévistes sont licenciés et de nombreux étrangers, notamment italiens, sont expulsés de Suisse. «Au début du XXe siècle, il y avait à Genève un courant anarcho-syndicaliste remuant, auquel participaient beaucoup de ressortissants italiens et français», relève Charles Heimberg.

Des militants italiens jouent aussi un rôle prépondérant dans la grande grève

de la métallurgie genevoise en 1971, qui sévit aux Ateliers des Charmilles ou chez Hispano-Suiza. La centrale syndicale de la FTMH déplore alors ces «méthodes importées»...

Pour Jean Batou, il y a toujours à Genève un climat politique qui fait que le recours à la grève est moins stigmatisé qu'ailleurs en Suisse. Charles Heimberg remarque cependant que la nature des grèves a changé: «De nos jours, il y a essentiellement des grèves défensives, qui éclatent en réaction à des attaques patronales, comme des licenciements. À l'époque, les grèves pouvaient aussi être offensives, avec pour but de conquérir de nouveaux droits et acquis sociaux.»



Tribune de Genève  
1211 Genève 11  
022/ 322 40 00  
www.tdg.ch

Genre de média: Médias imprimés  
Type de média: Presse journ./hebd.  
Tirage: 36'100  
Parution: 6x/semaine

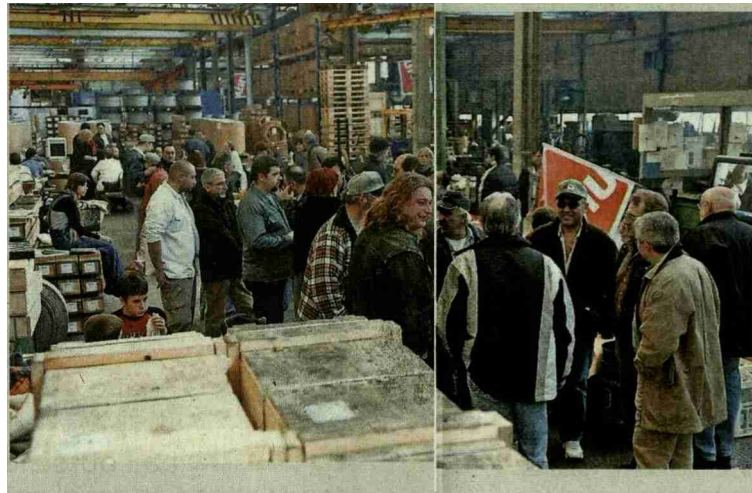
Page: 2  
Surface: 197'424 mm²

Ordre: 1094772  
N° de thème: 377.116

Référence: 67630083  
Coupure Page: 4/4

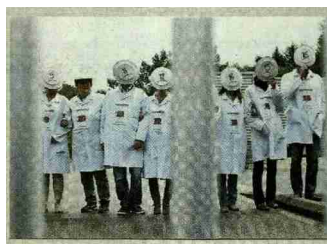
## Retour sur cinq grèves qui ont marqué la Suisse et Genève depuis trente ans

**En novembre 2004, puis entre janvier et mars 2006, Swissmetal Boillat à Reconvilier (BE). Le second débrayage n'aboutira qu'à la mise en place d'une médiation, terminée de façon abrupte. Swissmetal est racheté par un groupe chinois en 2012 avec le maintien d'une petite centaine d'emplois à Reconvilier.** STÉPHANE BIST GERBER



**14 Jun 1991, «grève des femmes». Comme cet énorme mouvement fut une grève politique, il est absent de la statistique officielle.** KEYSTONE

**2007, grève des ouvriers du bâtiment (ici à Genève). Le mouvement naît avec la résiliation de la convention nationale. Il prend fin en avril 2008 avec la conclusion d'une nouvelle convention, incluant une flexibilité limitée du temps de travail et un fonds en faveur de la formation.** PASCAL FRAUTSCHI



**Entre juin et juillet 2012, Merck Serono. La grève n'empêchera pas la fermeture du site de Sécheron, mais un plan social est négocié.** KEYSTONE



**10 novembre 2015, grève de la fonction publique à Genève. Les fonctionnaires fustigent le projet de budget cantonal, qui prévoit des mesures d'économie dans le secteur public. Finalement, le Grand Conseil ne vote pas le budget.** LAURENT GOURAUD

